

Ruée minière ou décroissance : « le débat fondamental »

La ruée minière n'épargne pas la France. Dans le Limousin, des industriels lorgnent sur les anciennes mines (la dernière a fermé en 2002), alléchés par la hausse des cours de l'or. Ils légitiment leur volonté d'exploiter le sous-sol au nom de la « transition énergétique ». En vérité, l'extraction forcée de métaux ne fait qu'alimenter la course à la puissance technologique, au prix d'une dévastation des sols, d'une surconsommation d'eau et d'énergie, de pollutions chimiques. Plutôt que de poursuivre cette folle fuite en avant et de surexploiter les ressources de la terre, ne faudrait-il pas songer à décroître ? C'est l'avis de Pierre Millet Lacombe, maire et pharmacien de Ladignac-le-Long, en Haute-Vienne.

La Décroissance : Pouvez-vous nous décrire l'offensive de l'industrie minière dans votre commune et votre région ?

Pierre Millet Lacombe : L'entreprise française d'exploration minière Aurelius a obtenu un permis de prospection sur notre commune. Avec l'aide de l'intelligence artificielle, elle analyse actuellement l'ensemble des données de l'ancienne société qui exploitait les mines d'or (la Cogema à l'époque, devenue Orano). Les relations entre le conseil municipal et Aurelius sont cordiales et franches. L'ensemble du conseil municipal a demandé d'organiser une réunion publique avant la fin de l'année pour présenter leurs résultats. Cette réunion ne sera pas un débat entre les « pour » et les « contre » mais seulement une présentation des travaux. Bien entendu, des questions pourront être posées par les administrés.

Des conseillers municipaux ont voté des motions contre la réouverture des mines. Un collectif, Stop mines 87-24, les appuie. Quels sont leurs arguments ?

Le collectif Stop mines dénonce les nuisances qu'une mine peut comporter : pollution des sols, de l'eau, nuisances sonores... Elles sont souvent minimisées et à la charge du contribuable. Une transition écologique avec de l'eau polluée et des

sols stériles est un non-sens. Le collectif Stop mines questionne également la société que l'on veut demain. Elle est, pour eux, nécessairement décroissante. L'Europe veut davantage d'autonomie pour les minerais stratégiques, mais cette extraction en Limousin ne va-t-elle pas juste s'ajouter aux autres ? Le slogan de Stop mines, « ni ici ni ailleurs », résume bien cette idée : si on veut faire une vraie transition écologique, alors n'ouvrons pas de nouvelles mines, ni ici ni ailleurs.

« Faut-il continuer à faire de la croissance ou dire qu'on arrête et qu'on réfléchit à la décroissance sans exploiter continuellement les ressources de la Terre ? Pour moi, c'est là-dessus que porte le débat fondamental », avez-vous fait observer lors d'un entretien à La Tribune (16 juillet 2026). Pouvez-vous développer cette interrogation ? Pourrions-nous, individuellement et collectivement, échapper au débat sur les conséquences de nos modes de vie, alors que nous semblons toucher aux limites de ce que la planète peut nous offrir ?

La question essentielle est effectivement l'exploitation des ressources minières terrestres, comme d'ailleurs de toutes les ressources. Au XIX^e siècle, la population mondiale était d'1 milliard d'individus. Aujourd'hui, elle dépasse les 8 mil-

Jean-Luc Mélenchon, 1^{er} mai 2025

« Il n'y a qu'une chose à faire, dépasser les vieilles idéologies qui ne vivent que de la croissance, du produire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe où, passer à autre chose, une autre organisation du monde, de la production, une autre organisation de la vie humaine »



« Robots, IA, Espace... Au salon VivaTech pour rencontrer celles et ceux avec qui nous pourrions planifier la souveraineté technologique de la France, pour relever nos défis communs ! »

Jean-Luc Mélenchon, 19 juin 2026

liards. Il faut de toute évidence se poser les deux questions suivantes : comment et pourquoi la population a-t-elle octuplé en l'espace de deux cents ans ?

Quelle est la capacité de production maximale de la terre ? La réponse à la première est le résultat de deux facteurs : la production énergétique qui n'a cessé de croître depuis le début du ^{xx}e siècle et la découverte de la pétrochimie. Les deux sont liés. Quant à la seconde question, elle est calculée chaque année par le « Global Footprint Network » (une ONG qui calcule l'empreinte écologique de l'humanité et le « jour du dépassement »).

Pour notre planète, nous devons raisonner à l'échelle de l'humanité, et non à celle de notre propre vie. Ainsi, après avoir répondu à ces deux questions, le débat sur la décroissance est inévitable. Il s'impose comme une solution. Toutefois attention, cela ne veut pas dire « retour en arrière ». Il s'agit de trouver un point d'équilibre entre les ressources terrestres et la consommation afin de permettre à l'ensemble de la population de vivre dignement. Cette notion d'équilibre est dure à appréhender. Historiquement, notre économie est basée sur la croissance. Prenons l'exemple du réchauffement climatique : les solutions actuellement prônées par les gouvernements consistent à continuer la croissance tout en diminuant nos émissions carbonées pour limiter la hausse des températures planétaires. Cette réflexion n'intègre aucunement « la capacité de production maximale de la terre ». Or, il faut aborder le réchauffement climatique à travers une vision environnementale globale, en limitant nos émissions de gaz à effet de serre par une diminution de la croissance. Ainsi, nous devons limiter notre consommation énergétique.

Si l'énergie devenait inépuisable (par exemple grâce à la fusion nucléaire), je pense malheureu-

sement que nous exploiterions nos ressources sans nous soucier de l'avenir.

Vous vous insurgez contre l'hypocrisie qui consiste à vouloir bénéficier de l'extraction des minerais tout en refusant qu'elle se fasse chez soi.

On ne peut pas être à la fois contre l'extraction minière d'un côté et, de l'autre, profiter de la croissance et du consumerisme. On ne peut pas dire « pas de ça chez nous » en sachant que nous profitons de l'extraction minière des autres pays. N'oublions pas que notre économie est mondialisée. Nous ne pouvons argumenter en nous référant seulement à notre propre référentiel individuel. Notre référentiel doit être mondial. J'en veux pour exemple l'extraction des gaz de schiste qui est interdite en France, mais dont l'importation en provenance des États-Unis est autorisée. Il faut faire des choix, qui sont certes très difficiles, mais nous ne pouvons fermer les yeux sur cette réalité.

N'est-ce pas aussi une autre hypocrisie que de réclamer l'ouverture de mines au nom de la « transition écologique » ?

Je ne dirais pas que c'est une hypocrisie puisque notre économie est basée sur la croissance. C'est une autre manière de faire de la croissance en prétendant diminuer nos émissions carbonees par l'utilisation de minerais qui servent à l'électrification. On considère alors que cette croissance est « verte ». Malheureusement, la recherche d'une croissance verte, que l'on peut considérer louable, ne doit pas nous faire oublier que dans un monde fini, les ressources naturelles sont également finies. Mais ne nous leurrons pas, l'extraction de l'or sera la raison essentielle de l'exploitation minière dans notre commune : l'extraction des métaux rares sera secondaire. En ce sens, je dirai que cette hypocrisie est une « hypocrisie par omission ». ■

Politique

« Ce qui devrait nous nous choquer, c'est qu'un pays aussi puissant économiquement que la France puisse être aussi déclassé face au réchauffement climatique. Parce que c'est ce déclassement qui est insupportable et qui est le fruit d'une idéologie de décroissance contre laquelle il faut lutter avec la plus grande fermeté. Dans le fond, tous ceux qui se retrouvent pour dire "Il ne faut pas climatiser, il ne faut pas équiper la climatisation (sic), ça va rejeter du chaud" et ainsi de suite sont les mêmes qui vous disent : "Il faut la décroissance". »

Bruno Le Maire, France Info, 22 juin 2026.

Gauche de consommation

Le programme de Jean-Luc Mélenchon et de la Nupes repose sur la dépense publique et la revalorisation du pouvoir d'achat. C'est tout le contraire de la lutte contre la société de consommation et de ce que prônent les verts sur la décroissance. On ne peut pas dire aujourd'hui qu'il faut donner du pouvoir d'achat pour que les gens achètent et en même temps dire que l'on est contre la société de consommation. C'est inaudible. D'ailleurs, ici, l'écologie a disparu lors des dernières élections en Sarthe dans le milieu rural et périurbain et même dans les quartiers populaires au Mans. L'écologie est repensée. Soit aller vers la gauche de rupture avec le capitalisme, avec l'Europe, le monde, soit aller vers la gauche de transformation ».

Stéphane Le Foll, Le Maine Libre, 14 juin 2026. Certes, cet ex-ministre PS est un adepte de la « gauche transformation », mais cela n'est pas faux.

Toujours plus

Et si, au lieu de résumer l'écologie politique à la décroissance – un peu comme si on disait que tout élu de droite était un affreux trumpiste populiste ultralibéral – l'ancien ministre de l'Économie (Bruno Le Maire) acceptait de s'interroger sur la politique du toujours plus (de croissance, de voitures, d'hyperconsommation, etc.) qu'il a choisie depuis quarante ans d'accompagner ? » Paul Quinio, directeur de la rédaction de *Libération*, 23 juin 2026. C'est un peu comme si on disait que, depuis toujours, toute la presse avait été l'égale d'un *Libération* propagandiste du toujours plus de « libéralisme libertaire ».

Elle s'est emparée du sujet de l'eau, mais pour proposer une sorte de *Grand Troie* de la connaissance.

GABRIEL ATTAL

Source: AFP ©

**LA FORCE
D'AGIR**

proliferates from

marche déjà sur

Il peut rendre la croissance éternelle. La preuve : il marche déjà sur l'eau !



Stop mines 87-24 mène de nombreuses actions contre la réouverture des mines. Le collectif rappelle que cette industrie « nécessite l'installation d'usines chimiques de transformation du minerai pour en extraire le métal. Et ces usines chimiques utilisent des produits de traitement dangereux (acides notamment) et génèrent des quantités très importantes de déchets¹... Le Limousin a été non seulement producteur d'or mais aussi d'uranium pendant la seconde moitié du 20^e siècle. Cette longue expérience conduit Stop mines à ne pas être une simple affaire de fermeture de mines, mais une affaire de responsabilité et de participation à la transition écologique », en extrayant les minerais rares nécessaires : « les exploitants miniers devraient redoubler d'efforts pour réduire leurs impacts, d'autant qu'ils travaillent globalement de la même façon depuis le siècle dernier. En effet, ni les processus d'extraction ni ceux du traitement du minerai n'ont été fondamentalement réinventés depuis. [...] les conflits sociaux, les désastres sanitaires et environnementaux persistent, aggravés par la croissance moderne au gigantisme des exploitations minières². » Alors on se dit quoi pour l'emploi ? Par exemple « des emplois agricoles durables et de qualité », répond le collectif. Une agriculture extensive de qualité, la ruée minière touche de nombreuses régions. Dans l'Allier par exemple, la multinationale Imerys veut ouvrir la plus grande mine de lithium d'Europe. Toujours au nom de la transition (piège à c...) bien entendu. Là aussi, la résistance s'organise, Stop mines 03.

Site de l'association : stopmines87.fr
Ingénieurs sans frontières SystExt et France nature environnement, « L'initiative "Mine responsable" passée au crible », 20 décembre 2015, cité par Stop mines 87-24.